

PREFECTURE DE LA MEUSE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION
BUREAU DE LA REGLEMENTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT

AUTO SURVEILLANCE

AK/EV

LE PREFET DE LA MEUSE,

Direction régionale de l'industrie,
de la recherche et de l'environnement

Arrêté n° 92-703

du 13 février 1992

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée,

VU l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances,

VU la circulaire ministérielle du 28 mars 1988 relative à la connaissance des rejets importants dans l'eau et dans l'air par le moyen de l'autosurveillance,

VU la circulaire ministérielle n° 90-98 du 28 décembre 1990 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement - études déchets -,

VU l'arrêté préfectoral n° 85-2407 du 23 août 1985 concernant l'application dans le département de la MEUSE de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances,

VU les arrêtés préfectoraux individuels autorisant les entreprises visées dans le présent arrêté à exploiter leur établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU les rapports et propositions des 30 mai 1991 et 8 janvier 1992 du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène du 19 décembre 1991,

.../...

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de
la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER :

Les établissements visés par le présent arrêté sont tenus de procéder à l'autosurveillance de leurs rejets en application d'une part de la circulaire du 28 mars 1988 du Secrétariat d'Etat chargé de l'environnement, relative à la connaissance des rejets dans l'eau et dans l'air par le moyen de l'autosurveillance, et d'autre part de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

AUTOSURVEILLANCE DANS L'EAU ET DANS L'AIR

ARTICLE 2 :

Cette autosurveillance sera effectuée conformément aux dispositions de la note technique annexée à la circulaire du 28 mars 1988, dispositions qui pourront être précisées ou adaptées à chaque installation par l'inspecteur des installations classées. Ce dernier pourra notamment accepter dans certains cas que les mesures soient remplacées par des évaluations lorsque celles-ci peuvent être considérées suffisamment précises.

ARTICLE 3 :

Les résultats de l'autosurveillance seront transmis systématiquement et régulièrement à l'inspecteur des installations classées, ainsi qu'au service chargé de la police des eaux en ce qui concerne les rejets en milieu hydraulique superficiel, sous la forme soit d'un document imprimé, soit sous la forme d'un document informatique après accord de l'inspecteur des installations classées. Ils seront présentés sous une forme synthétique facilement exploitable et seront accompagnés d'une analyse des éventuels dépassements des seuils fixés par les arrêtés d'autorisation et d'un compte rendu détaillé des mesures compensatoires prises ou envisagées pour limiter ces dépassements.

AUTOSURVEILLANCE AIR

ARTICLE 4 : Oxydes de soufre et d'azote

Les exploitants suivants devront procéder à l'autosurveillance de leurs rejets d'oxydes de soufre et d'azote :

- * PAPETERIES SIBILLE à STENAY,
- * MEUSE ÉNERGIE à TRONVILLE EN BARROIS.

Dans tous les cas, les résultats de mesures devront être complétés par des renseignements relatifs aux points de prélèvement, au milieu récepteur, aux conditions de fonctionnement pendant les mesures, au niveau de production, et aux débits rejetés.

A l'issue de chaque année, une estimation des rejets annuels de polluants sera également adressée à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 5 : Poussières

Les exploitants suivants sont tenus de procéder à l'autosurveillance de leurs rejets de poussières :

- * LACTO SÉRUM FRANCE à BALEYCOURT,
- * CARRIERES ET FOURS A CHAUX de DUGNY,
- * FOURS A CHAUX de SORCY,
- * MEUSE ÉNERGIE à TRONVILLE EN BARROIS,
- * PAPETERIES SIBILLE à STENAY,
- * FROBEL à CLÉRY LE PETIT.

ARTICLE 6 : Acide chlorhydrique

L'exploitant suivant doit procéder à l'autosurveillance de ses rejets d'acide chlorhydrique :

- * MEUSE ÉNERGIE à TRONVILLE EN BARROIS.

ARTICLE 7 : Hydrocarbures totaux, composés organique et H2s

L'exploitant devra procéder à l'autosurveillance de ses rejets d'hydrocarbures totaux, composés organiques et H2s :

- * RHOVYL à TRONVILLE EN BARROIS.

ARTICLE 8 :

Une mesure annuelle au minimum sera effectuée par un organisme extérieur. Lorsque des contrôles continus sont effectués, cette mesure permettra de vérifier le bon fonctionnement du matériel d'analyse.

ARTICLE 9 :

L'inspecteur des installations classées pourra faire procéder à des contrôles inopinés ou non des rejets par un organisme indépendant ; en particulier en cas de dépassements réitérés cette possibilité pourra être mise en oeuvre.

ARTICLE 10 :

Sauf adaptation spécifique établie en application de l'article 2, les premières mesures devront être effectuées et leurs résultats transmis à la D.R.I.R.E. au plus tard avant le 30 juin 1991.

AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS

ARTICLE 11 :

Conformément à l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif aux conditions d'élimination des déchets industriels, les établissements suivants procéderont à une autosurveillance déchets dans les conditions précisées à l'article 12 du présent arrêté.

ARTICLE 12 :

Les établissements cités ci-dessous doivent adresser trimestriellement un récapitulatif des déchets qu'ils produisent et éliminent eux-mêmes ou font éliminer par des tiers, quel que soit le mode de cette élimination :

- * SODÉTAL à TRONVILLE EN BARROIS,
- * SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE DE REVIGNY à REVIGNY,
- * TRÉFILUNION à COMMERCY,
- * TRÉFILUNION à ANCERVILLE,
- * RHOVYL à TRONVILLE EN BARROIS,
- * MARCHON FRANCE à HAN SUR MEUSE,
- * ICI FRANCE à VERDUN,
- * ESSILOR INTERNATIONAL à LIGNY EN BARROIS,
- * PAPETERIES SIBILLE à STENAY.

Les informations transmises chaque trimestre à la D.R.I.R.E. comporteront au minimum les éléments suivants :

- nature du déchet produit,
- quantité produite,
- classement du déchet selon la nomenclature,
- transporteur du déchet,
- éliminateur, lieu et mode d'élimination du déchet.

ARTICLE 12 BIS :

Les établissements ci-dessous doivent adresser trimestriellement à l'inspecteur des installations classées un récapitulatif concernant les opérations de traitement ou d'élimination des déchets :

- * DECTRA à LAIMONT,
- * CARRIERES ET FOURS A CHAUX de DUGNY,
- * ALTVATER à TROUSSEY,
- * FRANCE DÉCHETS à PAGNY SUR MEUSE,
- * MEUSE ÉNERGIE à TRONVILLE EN BARROIS,
- * DECTRA à ROMAGNE SOUS MONTFAUCON.

Les informations transmises comporteront au minimum les informations suivantes :

* concernant les déchets reçus :

- origine
- nature
- classement selon nomenclature des déchets
- quantité
- transporteur
- mode de traitement ou d'élimination

* concernant les produits ou déchets résultant le cas échéant du traitement ou de l'élimination :

- nature
- quantité

et s'il s'agit d'un déchet :

- transporteur
- éliminateur final, lieu et mode d'élimination.

Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés préfectoraux antérieurs fixant la liste des entreprises du département de la MEUSE assujetties aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

.../...

ARTICLE 13 :

Les établissements cités à l'article 12 remettront à la D.R.I.R.E., au plus tard un an après la notification du présent arrêté, une étude sur leur production et leur mode de gestion actuel des déchets, conformément à la circulaire ministérielle du 28 décembre 1990.

Cette étude identifiera notamment pour chaque atelier et chaque process de production, les quantités de déchets générés et leur devenir.

ARTICLE 14 :

Un arrêté complémentaire définira ultérieurement ceux des établissements visés à l'article 12 qui devront procéder par la suite à une étude approfondie visant à améliorer significativement leur gestion des déchets.

AUTOSURVEILLANCE EAU

ARTICLE 15 : Demande chimique en oxygène (DCO)

Les établissements suivants doivent procéder à une mesure de la DCO sur un échantillon représentatif :

- à fréquence journalière

- * LACTO SÉRUM FRANCE à BALEYCOURT,
- * ICI FRANCE à BALEYCOURT,
- * MARCHON FRANCE à HAN SUR MEUSE,
- * PAPETERIES SIBILLE à STENAY,
- * HUTIN à DIEUE SUR MEUSE,
- * GELLSA à DIEUE SUR MEUSE, → mention sur demande d'analyse
- * RHOVYL à TRONVILLE EN BARROIS,
- * FROBEL à CLÉRY LE PETIT,
- * BESNIER à SORCY SAINT MARTIN

- à fréquence hebdomadaire

- * JEAND'HEURS à LISLE EN RIGAULT.

ARTICLE 16 : Matières en suspension

Les établissements ci-dessous doivent procéder à une analyse des matières en suspension sur leurs rejets :

- à fréquence quotidienne

- * LACTO SÉRUM FRANCE à BALEYCOURT,
- * FROBEL à CLÉRY LE PETIT,
- * BESNIER à SORCY SAINT MARTIN

- à fréquence hebdomadaire

- * HUTIN à DIEUE SUR MEUSE.

ARTICLE 17 : Azote et phosphore

L'établissement suivant doit procéder à une mesure mensuelle de l'azote total et du phosphore total sur ses rejets :

* LACTO SÉRUM FRANCE à BALEYCOURT.

ARTICLE 18 : Débit

Les exploitants de tous les établissements précités doivent réaliser la mesure du débit au niveau du point de prélèvement de l'échantillon analysé, de façon à définir le flux polluant rejeté, sans préjuger de l'opportunité d'installer un débitmètre sur les installations non encore équipées.

ARTICLE 19 :

Le présent arrêté complète les arrêtés autorisant l'exploitation des installations visées par les articles précédents. Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacles aux prescriptions plus contraignantes figurant éventuellement dans les arrêtés ministériels ou préfectoraux applicables aux installations concernées ou découlant de l'application d'instructions ministérielles propres à une branche d'activités.

ARTICLE 20 :

Tous les frais résultant de l'application du présent arrêté sont à la charge des exploitants concernés.

ARTICLE 21 :

En sus de la possibilité permanente d'accès à la totalité de ces documents administratifs, sous réserve de la non divulgation de secrets industriels et commerciaux, la synthèse des résultats d'autosurveillance sera diffusée régulièrement, aux membres du conseil départemental d'hygiène et à toute municipalité ou association agréée en faisant la demande pour un ou plusieurs établissements classés concernant leurs intérêts ou objectifs.

ARTICLE 22 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une actualisation annuelle, sous forme d'arrêté complémentaire, prenant en considération l'évolution des capacités de production et/ou des techniques de dépollution aussi bien que l'évolution de la vulnérabilité des milieux récepteurs ou du voisinage.

ARTICLE 23 :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
- MM. les Inspecteurs des installations classées du département de la MEUSE,
- MM. et Mme les Maires des communes concernées (ANCERVILLE, CLÉRY LE PETIT, COMMERCY, DIEUE SUR MEUSE, DUGNY SUR MEUSE, HAN SUR MEUSE, LAIMONT, LIGNY EN BARROIS, LISLE EN RIGAULT, PAGNY SUR MEUSE, REVIGNY SUR ORNAIN, ROMAGNE SOUS MONTFAUCON, SORCY SAINT MARTIN, STENAY, TRONVILLE EN BARROIS, TROUSSEY et VERDUN),
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- M. le Directeur départemental de l'équipement,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- Mme le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le Directeur du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,
- Mme le Chef du service départemental à l'architecture,
- M. le Directeur régional de la navigation de NANCY,
- MM. les Sous-Préfets de VERDUN et COMMERCY,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à titre de notification à chaque responsable d'entreprises visées dans les articles précédents, et pour information à :

- M. le Président de la commission d'information et de surveillance des installations d'élimination des déchets,
- M. le Président de la fédération de pêche et de pisciculture de la MEUSE,
- MM. les Membres du conseil départemental d'hygiène.

BAR LE DUC, 1e 19 février 1992
Le Préfet,

Colette HOREL

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau délégué

Marie-José GAND



